
NE PAS PUBLIER AVANT
MERCREDI 9 FÉVRIER A 9 H 00

LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, mercredi 9 février 2005

Madame la Présidente/ Monsieur le Président,

Tsunami : un mot que jamais nous n'oublierons. Un séisme si puissant qu'il déplace l'axe de la terre, un raz-de-marée qui détruit tout sur son passage, et le chiffre inconcevable de 300 000 morts.

Nous avons sans doute perdu plus d'enfants ce lendemain de Noël qu'en aucun autre jour de l'histoire de la Suède. Un pic qui restera pour toujours inscrit dans les statistiques de la mortalité infantile. Un pic dans une courbe chronologique, une déchirure au cœur de tous ceux qui ont perdu un des leurs.

Nous voulons pouvoir aider ceux qui sont en détresse, même de l'autre côté du globe. Nous voulons avoir les moyens d'en faire plus, et d'en faire plus plus tôt. Le gouvernement attend avec intérêt les propositions de la commission spéciale qui examine les moyens d'améliorer la capacité de la Suède dans les situations de crise. Quelques initiatives ont déjà été prises :

Tout d'abord : Renforcer et coordonner les différents systèmes existants pour l'information, les notifications et l'analyse au sein des Services du gouvernement. Un système d'information consulaire informatisé va être mis au point. Les échanges d'information avec les autres pays de l'UE seront renforcés.

Deuxièmement : Les opérations de secours doivent pouvoir être lancées sans délai. Dans une situation d'urgence, la Direction nationale de la sécurité civile doit avoir la possibilité d'agir

directement. Une force d'intervention consulaire va être créée au Ministère des affaires étrangères.

Troisièmement : En cas de crises et de catastrophes à l'étranger, l'Union européenne doit pouvoir assister ses citoyens par des moyens d'intervention rapide.

Dans le sillage de la catastrophe, nous avons vu maintes preuves de dévouement et de coopération. Le gouvernement adresse ses chaleureux remerciements à tous ceux qui ont fait un travail fantastique en Suède, en Thaïlande et dans d'autres pays. Beaucoup, pourtant, auront encore longtemps besoin d'aide. Aux enfants, aux parents, aux frères et sœurs pour qui la vie doit continuer avec une déchirure au cœur, nous devons apporter toute la sollicitude, tout le soutien et tout le respect dont nous sommes capables.

Le tsunami nous rappelle impitoyablement que nous partageons tous un même monde. Les catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement, la pauvreté et les pandémies, le terrorisme et la criminalité organisée, les États en déliquescence et les conflits régionaux, la guerre et les armes de destruction massive – ce sont là des menaces pour tous les pays.

Ces nouvelles menaces imposent un concept de sécurité élargi. Elles imposent une politique de sécurité qui place au centre de l'intérêt la protection et les droits de la personne, ainsi que le droit international. Elles imposent une politique étrangère active. La politique étrangère est notre première ligne de défense, disait-on au temps de la guerre froide. Aujourd'hui, cette ligne passe par l'Afghanistan, l'Afrique, les Balkans, et d'autres points du monde où la Suède participe à des missions de paix et mène une active coopération pour le développement.

« Nous tous qui, ensemble, constituons les Nations Unies – peuples, gouvernements et personnes – nous avons une grande responsabilité commune. Il se peut que les générations futures puissent nous reprocher de n'avoir jamais réalisé ce que nous nous efforcions d'accomplir. Puissent-elles ne jamais avoir lieu de dire que nous avons échoué par manque de foi ou parce que nous avons laissé l'égoïsme pervertir nos efforts. »

C'est ainsi que Dag Hammarskjöld formulait sa vision de notre responsabilité à l'égard de l'organisation mondiale. Il est parvenu, même à une époque d'antagonismes aigus, à renforcer les Nations Unies.

Le Secrétaire général Kofi Annan poursuit cette action dans le même esprit. En décembre, le Groupe de personnalités de haut niveau qu'il a mis en place a publié l'un des plus vastes documents de réforme de l'histoire des Nations Unies : le rapport sur les menaces, les défis et le changement. La Suède y a contribué, financièrement et par des propositions concrètes. En janvier a été publié un autre rapport qui nous interpelle tous, celui du Projet du Millénaire. C'est maintenant aux États membres de prendre leurs responsabilités.

Cette année, nous célébrons le soixantième anniversaire des Nations Unies. Les chefs d'État et de gouvernement du monde entier se réuniront en septembre à New York. Dans la perspective de ce sommet, placé sous la conduite de Jan Eliasson, qui sera alors le nouveau président de l'Assemblée générale, la Suède s'emploie activement à faire en sorte qu'il aboutisse à des résultats concrets :

Nous voulons voir un Conseil de sécurité légitime et efficace, assumant pleinement sa responsabilité pour la paix et la sécurité internationales. La composition du Conseil doit mieux refléter l'évolution du monde depuis 1945. Depuis l'adoption de la Charte des Nations Unies, le nombre d'États membres a presque quadruplé, et un certain nombre de nouveaux pays de diverses régions du monde sont devenus des acteurs politiques et économiques particulièrement importants. La Suède considère que ces États devraient avoir au Conseil de sécurité un rôle qui corresponde à leur poids grandissant comme à la volonté et à la possibilité croissante qu'ils ont de contribuer aux travaux de l'ONU. Un élargissement du Conseil de sécurité serait le gage de sa légitimité et de sa pertinence. Dans le même temps, la limitation du recours au droit de veto permettrait d'améliorer son efficacité. Le Groupe de personnalités de haut niveau a avancé deux modèles pour l'élargissement du Conseil de sécurité. Tous deux répondent à l'objectif de principe, lui donner une représentativité accrue. Quel que soit le modèle retenu, l'essentiel est d'aboutir à une décision d'élargissement à l'occasion du sommet de cette année.

Nous voulons voir la sécurité des personnes mieux protégée. La responsabilité première de la sécurité des personnes doit rester du ressort de l'État souverain. Mais soixante ans après Auschwitz et dix ans après Srebrenica et le Rwanda, nous savons que les États peuvent ne pas avoir la volonté ou la capacité de mettre fin aux exactions. Dans ce cas, c'est à la communauté internationale d'agir. Il découle de la Charte des Nations Unies que le Conseil de sécurité doit

assumer ses responsabilités pour empêcher le génocide, les massacres, l'épuration ethnique. S'il n'assume pas cette responsabilité, ou en cas de recours abusif au droit de veto, nous devons, après avoir analysé attentivement les aspects politiques et de droit international, envisager d'autres moyens d'action possibles pour préserver les populations d'exactions graves. Le devoir de protection est une responsabilité commune que nous devons tous être prêts à endosser.

Nous voulons voir une action commune plus énergique contre le terrorisme international. Cela demande une coopération mondiale de longue haleine, dans le plein respect des droits de l'homme et des principes de l'État de droit.

Nous voulons voir une responsabilité collective plus affirmée dans la lutte contre les armes de destruction massive. La prolifération des armes nucléaires doit être enrayée. Il est essentiel que tous les efforts soient déployés pour empêcher des pays comme la Corée du Nord et l'Iran de se procurer ces armes, et que les États dotés de l'arme nucléaire accomplissent sans nouveau délai les engagements pris en matière de désarmement. Telles seront les priorités de la Suède à la conférence d'examen qui aura lieu en mai.

Nous voulons réformer le Conseil économique et social des Nations Unies pour en faire un forum mondial efficace qui contribue à réaliser les objectifs du millénaire.

Nous voulons voir une Assemblée générale vigoureuse, qui s'attaque aux questions pertinentes et actuelles. Il faut en finir avec les discussions répétitives et stériles.

Nous voulons voir renforcée la capacité de gestion de crise des Nations Unies. L'ONU doit pouvoir agir vite – et sur le long terme. Nous voulons qu'une commission de consolidation de la paix, sous l'égide du Conseil de sécurité, soit chargée de combler le vide entre la gestion de crise aiguë et la le développement à long terme. Le Libéria est un exemple récent de pays où une opération de maintien de la paix est parvenue à arrêter les combattants, mais où une paix durable n'a pu être assurée faute de leur réinsertion dans la société civile. La mission des Nations Unies en cours dans ce pays, à laquelle la Suède est partie prenante, a un mandat plus étendu et à plus longue échéance.

Nous voulons que les femmes s'impliquent plus activement dans les processus de paix et les opérations de maintien de la paix, et que la protection de leurs droits soit renforcée, conformément à la résolution 1325 « Femmes, paix et sécurité » des Nations Unies.

Nous voulons renforcer la protection des victimes les plus vulnérables des conflits, les enfants.

Nous voulons améliorer la capacité de l'ONU à prévenir les conflits armés. Au Soudan, cinq millions de personnes sont déplacées dans leur propre pays. Tandis que nous nous réjouissons de l'accord de paix intervenu dans le sud, la situation s'aggrave au Darfour où deux millions de personnes ont un besoin immédiat de secours. C'est là un premier test de la capacité de l'Union africaine. Nous nous félicitons de ce qu'elle prenne la tête de l'action pour résoudre les conflits du continent. Un partenariat se construit entre l'Union africaine et l'Union européenne, qui, en fournissant du personnel militaire et civil et des aides financières, contribue aujourd'hui à l'action de l'Union africaine au Darfour.

Nous voulons renforcer l'ordre juridique international. Nous voulons que les responsables des violations des droits de l'homme au Darfour aient à répondre de leurs actes devant la Cour pénale internationale et que le Conseil de sécurité envisage le moment venu de prendre des sanctions ciblées à l'encontre des coupables.

Le gouvernement veut tirer parti de l'implication des mouvements populaires dans l'action de réforme de l'ONU. Le centième anniversaire de la naissance de Dag Hammarskjöld sera cette année une occasion marquante, de même que le séminaire sur les réformes de l'ONU que la Suède organisera en avril conjointement avec la Norvège.

Le rôle de l'ONU pour la sécurité mondiale est crucial. Mais elle ne peut pas, et ne doit pas, tout faire. La coopération régionale joue un rôle de plus en plus important dans le monde. Ainsi que l'a souligné Kofi Annan, l'organisation mondiale ne peut donner la priorité à des actions en Europe. Notre riche continent doit en assumer lui-même la principale responsabilité. Et les actions nécessaires sont de grande envergure, malgré le bien-être dont jouit notre partie du monde.

Nombre de menaces transnationales se conjuguent en Europe. Quatre-vingt dix pour cent de l'héroïne qui se trouve en Suède viennent d'Afghanistan, par l'entremise de réseaux criminels des Balkans et d'autres régions voisines de l'Union européenne. Des réseaux analogues livrent des centaines de milliers de femmes et d'enfants au trafic sexuel, et souvent ils financent le terrorisme. Il nous faut renforcer la coopération européenne pour faire face à ces menaces.

L'antidote le plus efficace est la démocratie, le développement économique et le respect des droits de l'homme et des principes de l'État de droit dans toute l'Europe. Telles ont été les bases du progrès et de la prospérité dans notre pays, et il en est de même pour tous les autres pays européens. La capacité de l'Union européenne à diffuser ces valeurs est sa meilleure contribution à la sécurité en Europe. La force d'attraction de l'Union européenne a aidé une douzaine de pays à accomplir des progrès impressionnants au plan démocratique, économique et social, et conduit la Turquie à entreprendre une transformation radicale de sa société.

Les révolutions pacifiques de Georgie, et dernièrement d'Ukraine, montrent que le désir de liberté est irrépessible. Récemment, la prestation de serment du nouveau président, Viktor Iouchtchenko, a été un événement historique comparable aux précédents bouleversements survenus en Europe centrale et orientale. Nous devons soutenir les efforts de réforme du nouveau gouvernement ukrainien. La Suède va intensifier les échanges de visites et doubler son aide. Le désir de liberté est aussi le désir d'Europe. Le peuple ukrainien a montré clairement qu'il partage les valeurs fondamentales sur lesquelles repose l'Union européenne. L'Ukraine a droit au même titre que les autres pays européens à envisager la perspective d'une adhésion.

Au début des années 1990, quand ont éclaté les guerres en ex-Yougoslavie, l'Union européenne n'a pas été à la hauteur de sa mission. Aujourd'hui, elle est investie d'une responsabilité majeure pour le développement des Balkans occidentaux. Une zone de libre échange est en voie de se constituer, avec l'Union européenne comme modèle d'une paix durable. La perspective de l'Union européenne est un moteur important de l'action de réforme. Mais des négociations d'adhésion supposent une coopération pour traduire en justice les criminels de guerre. La Suède continue également d'œuvrer avec énergie à une solution pour le statut futur du Kosovo.

Le Bélarus est l'un de nos voisins – ici, dans cette assemblée, nous sommes plus près de Minsk que de Kiruna. Mais c'est un pays où la démocratie et les droits de l'homme sont mis à mal. Voilà pourquoi il faut isoler la haute direction politique, et soutenir les forces démocratiques. Le peuple du Bélarus a sa place naturelle dans la grande communauté européenne.

La Moldavie est un pays presque oublié en Europe. Mais nous ne pouvons accepter l'enlisement des conflits, les républiques sécessionnistes sans loi et la traite des êtres humains. Nous devons soutenir la Moldavie pour l'aider à se redresser.

La coopération avec la Russie constitue l'une des pierres angulaires de notre action en faveur de la sécurité dans notre voisinage commun. Nous avons développé une coopération régionale qui contribue à rapprocher la Russie de la Suède, de l'espace nordique et de l'Union européenne. La Suède entend approfondir cette coopération avec la Russie. Nous souhaitons voir la Russie s'impliquer davantage dans les questions internationales. Il était important qu'elle ratifie le protocole de Kyoto. Nous œuvrons pour faciliter le libre-échange entre l'UE et la Russie. Nous partageons l'implication de la Russie dans les problèmes auxquels elle est confrontée, y compris celui de la menace du terrorisme. C'est avec consternation que nous avons assisté à l'acte monstrueux perpétré à Beslan. Une coopération accrue ne sera possible que dans la mesure où cesseront les infractions aux droits de l'homme et que si le gouvernement russe veille à ce que l'évolution démocratique du pays se poursuive dans la bonne direction. La situation en Tchétchénie ne peut se régler que par un processus politique.

Forte d'une population de 450 millions d'habitants et d'un quart du PIB mondial cumulé, disposant de la plus grande zone commerciale du monde avec son marché intérieur, fournissant plus de la moitié de l'aide mondiale au développement, l'EU apparaît sans conteste comme un acteur global. Avec son agenda destiné à relever les défis globaux, agenda dans le cadre duquel concourent tous les instruments de l'Union – aide au développement, prévention des conflits, maintien de la paix, politique environnementale et commerciale – l'Union européenne est en mesure d'affronter les menaces nouvelles.

Voilà pourquoi nous œuvrons, au sein de l'UE, en faveur d'une action ambitieuse et coordonnée visant à soutenir les objectifs du Millénaire des Nations Unies. Les décisions politiques n'ont pas seulement des incidences sur nos propres citoyens, elles en ont aussi sur

l'ensemble de la planète. Tous les domaines de la politique suédoise concourent à une nouvelle politique en faveur d'un développement global. Cependant, la coopération au développement continuera d'assumer un rôle important. Des aides encore plus importantes sont indispensables. Parvenant aujourd'hui à l'objectif du un pour cent, la Suède s'emploie activement à faire augmenter l'aide totale apportée par l'UE.

Voilà pourquoi nous œuvrons, au sein de l'UE, en faveur de l'instauration de règles plus justes, plus ouvertes pour le commerce mondial. Le commerce, qui crée les conditions nécessaires à la croissance et au développement même dans des pays pauvres, fait obstacle aux menaces et aux conflits. Nous souhaitons voir les négociations de l'OMC parvenir à des résultats. Les barrières douanières et autres obstacles commerciaux doivent être démantelés et les subventions agricoles réduites de manière radicale. La Suède mise également sur des aides spécifiques pour que les pays en voie de développement puissent s'intégrer à part entière dans le commerce international.

Voilà pourquoi nous œuvrons, au sein de l'UE, pour une politique ambitieuse à l'égard des réfugiés. En franchissant les frontières pour venir travailler ou étudier, les migrants favorisent la coopération, le développement et la croissance. Toutefois, nul ne doit être contraint à quitter son pays du fait de conflits ou de l'oppression. C'est là qu'intervient notre politique d'asile. Les personnes persécutées doivent pouvoir trouver un refuge en Suède et dans l'UE. La Suède doit contribuer à l'établissement de structures efficaces d'asile dans les pays qui n'en ont pas et développer son propre dispositif d'accueil aux réfugiés. La sécurité juridique des procédures de demande d'asile devra être renforcée tant au niveau national qu'à celui de l'UE. La Suède souhaite également voir se mettre en place des règles communes en matière de migrations internationales. Alors que nous disposons d'un système globalement efficace pour la circulation, par delà les frontières nationales, des biens, des services et des capitaux, nous n'en disposons d'aucun pour les personnes. Le rapport que remettra cet été la Commission mondiale sur les migrations internationales peut, espérons-le, constituer un premier pas dans cette voie.

Voilà pourquoi nous œuvrons, au sein de l'UE, à promouvoir la paix et à gérer les situations de crise. L'UE est engagée dans des actions de gestion de crise en Afrique, au Moyen-Orient, dans le Sud-Caucase et les Balkans. La Suède est engagée dans l'ensemble des opérations de l'UE. Il nous faut cependant pouvoir agir plus rapidement, en particulier lorsque les Nations

Unies ont besoin d'aide. C'est ce qui explique que nous soyons fiers de pouvoir mettre prochainement sur pied, en compagnie de la Finlande, de la Norvège et de l'Estonie, une force militaire d'intervention rapide agissant dans le cadre de l'UE. En 2005, le gouvernement augmentera l'enveloppe qu'il destine à la participation à des actions de maintien de la paix mais aussi à des actions dans le long terme placées sous l'égide des Nations Unies, de l'UE ou de l'OTAN.

Voilà pourquoi nous œuvrons, au sein de l'UE, en faveur de la création de groupes d'intervention rapide incluant services de secours, soins d'urgence, moyens d'évacuation, administration et police. Ils devront pouvoir être mis rapidement en place pour apporter leur aide à des personnes touchées par des catastrophes naturelles ou par d'autres crises à l'extérieur des frontières de l'Union. Les capacités européennes permettant de faire face aux situations d'urgence devront être complétées par des capacités nordiques. Le premier groupe important de Suédois grièvement blessés a été rapatrié de Thaïlande à l'aide d'un avion norvégien. Nous pouvons améliorer encore nos capacités à nous aider mutuellement dans les situations de crise.

Depuis son adhésion il y a dix ans, la Suède s'est appliquée à faire de l'Union, parallèlement avec les Nations Unies, le principal forum lui permettant d'infléchir l'ordre du jour de l'agenda mondial. Le nouveau Traité ainsi que les travaux visant à faire de l'Union l'économie de la connaissance la plus dynamique et la plus compétitive du monde représentent des étapes importantes sur la voie d'une coopération plus ouverte, plus efficace et fondée sur l'intergouvernementalité.

Cela dit, d'autres modes de coopération sont également importants. Le gouvernement continuera d'accorder un grand poids à notre voisinage immédiat et à la coopération nordico-balte. Le centenaire de la dissolution de l'Union entre la Suède et la Norvège sera souligné de différentes façons, notamment comme un exemple de résolution pacifique de conflit et comme une manière de substituer à des antagonismes graves une étroite coopération à long terme.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a joué un rôle important au moment où les peuples d'Europe centrale et de l'Est ont gagné leur liberté ; elle joue encore un rôle semblable aujourd'hui pour l'Ukraine, le Bélarus et les pays situés dans le voisinage

oriental de l'UE et en Asie centrale. Par le biais de l'OSCE, nous œuvrons également contre la criminalité organisée, le terrorisme et la traite des êtres humains, mais aussi pour les droits des minorités.

La Suède ne participe à aucune alliance militaire. Parallèlement, l'OTAN constitue un partenaire important de la Suède en matière d'action dans les zones de crise. Nous continuons de fournir des troupes aux actions engagées par l'OTAN/PPP dans les Balkans et en Afghanistan. La Suède se félicite d'être l'hôte, en mai prochain, d'une conférence ministérielle organisée dans le cadre du partenariat avec l'OTAN, conférence qui donnera l'occasion de discuter, au sein de cette constellation, des présents défis en matière de politique de sécurité.

En tant que membre de l'UE et partenaire de différentes organisations, nous disposons de plusieurs pistes pour mener une politique étrangère active et développer notre longue tradition de bons offices dans la résolution de conflits.

La Suède contribue à améliorer la sécurité dans le monde par son engagement au Moyen-Orient et par la création de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures. Nous nous devons de tirer parti du oui massif des peuples palestinien et irakien à la paix et à la liberté et de leur non catégorique à la terreur et à la répression.

Les élections législatives irakiennes représentent une amorce prometteuse de processus politique pouvant déboucher sur une démocratie pleine et entière. La présence militaire internationale devra peu à peu s'amenuiser. La Suède apporte son soutien à l'Iraq en formant sa police et sa magistrature. Nous soutenons la démocratie et les droits de l'homme ; nous apporterons notre aide à la reconstruction des infrastructures détruites.

Les élections présidentielles de Palestine ont fait naître un nouvel espoir, celui d'apporter une solution au conflit entre Israéliens et Palestiniens. Comme l'a souligné Abou Mazen lors de son installation, il nous faut mieux comprendre que « nous sommes deux peuples destinés à vivre côte à côte ».

Nous l'avons vu, la violence engendre la violence ; mais nous le savons aussi, la paix engendre la paix. Les nouveaux dirigeants palestiniens ont besoin de notre aide. Israël

s'apprête à évacuer l'ensemble des colonies de la bande de Gaza. Le gouvernement se félicite du retrait israélien qu'il interprète comme un premier pas sur la voie d'une cessation de l'occupation des territoires palestiniens. Contraire au droit international, la barrière de séparation édiflée dans les territoires occupés ne pourra jamais être acceptée.

Les dirigeants palestiniens ont le devoir de poursuivre l'édification de la démocratie et de prendre des mesures contre le terrorisme. Le Suède fournit du personnel au groupe de l'UE chargé d'aider les Palestiniens à améliorer le maintien de l'ordre public. Israël a, tout comme les Etats-Unis, la lourde responsabilité d'aider les dirigeants palestiniens à asseoir leur position. Israël doit rendre plus aisée la liberté de mouvement dans les territoires palestiniens de manière à faciliter le démarrage d'une activité économique normale.

La communauté internationale dans son ensemble doit apporter son aide à ces efforts. Tous les membres du Quartette doivent s'impliquer clairement pour que se réalisent les objectifs de la feuille de route, un État palestinien viable et démocratique et un État d'Israël dans des frontières sûres et reconnues. Il est grand temps de mettre en œuvre du projet de paix et de développement au Moyen-Orient.

Le conflit israélo-palestinien montre de manière évidente combien l'engagement américain est un impératif. L'UE et les États-Unis doivent coopérer pour permettre à la communauté internationale de relever les défis auxquels elle doit faire face. Certaines divergences de vue ne doivent pas occulter le fait qu'en matière de démocratie et de liberté, nous partageons des valeurs fondamentales communes. Le gouvernement aspire à une relance de la coopération transatlantique.

Par ses liens avec la Chine, pays le plus peuplé de la planète et dont le rôle d'acteur global ne cesse de croître, la Suède contribue à l'établissement d'un monde plus sûr. Le gouvernement est convaincu que dialogue et coopération sont des conditions nécessaires pour contribuer à faire évoluer ce pays vers la démocratie et un respect accru des droits de l'homme. La Chine est un pays clé en matière de développement écologiquement durable et de lutte contre les maladies infectieuses comme le VIH/SIDA. Nous souhaitons également souligner l'importance d'un dialogue entre la Chine et Taiwan. Ce conflit doit se résoudre de manière pacifique, sans recours à la menace militaire comme moyen de pression.

En participant à la lutte contre le VIH/SIDA, une terrible pandémie qui menace le développement de pans entiers de l'Afrique et de pays de plus en plus nombreux en Asie et en Europe, la Suède contribue aussi à l'établissement d'un monde plus sûr. Nous devons lutter contre le VIH/SIDA par tous les moyens : des actions massives de prévention, une recherche accrue, mais également une intervention d'envergure permettant de donner au plus grand nombre accès à des soins équivalents à ceux dispensés dans la partie riche du monde. C'est une question de solidarité, une question de justice.

Madame la Présidente/ Monsieur le Président,

Le tsunami nous a fait partager le deuil, mais il nous a également unis dans la solidarité. Qu'il soit l'amorce d'une coopération internationale accrue.

Poursuivons le renforcement de la coopération dans notre voisinage immédiat et dans le cadre du groupe nordico-balte. Nous avons besoin de nos amis les plus proches, même dans un monde globalisé.

Œuvrons pour la liberté et le développement de l'Europe dans son ensemble ; relevons également, au sein de l'Union, les défis globaux qui se posent.

Apportons notre soutien aux peuples palestinien, irakien, afghan, ukrainien ainsi qu'à tous les peuples qui, s'affranchissant de l'oppression, s'engagent sur la voie de la liberté et de la démocratie.

Saisissons la chance historique que nous avons de développer les Nations Unies. Faisons de cette organisation l'outil dont a tant besoin la communauté internationale pour promouvoir la paix et la sécurité, la démocratie et les droits de l'homme.

Faisons de ces enjeux les priorités d'une politique étrangère suédoise active.